



Compte rendu du GTM du 10 mars 2021 sur la fusion des instances

Le 10 mars, s'est déroulé, sous la présidence de Mylène Orange-Leboutin, un GT sur la fusion des instances. Réunion qui s'inscrit dans le cycle des groupes de travail préparatoires aux futures élections professionnelles, suite aux modifications induites par la Loi de Transformation de la Fonction Publique (LTFP) du 6 août 2019.

En propos liminaires, l'ensemble des fédérations est intervenu pour dénoncer l'interdiction de la RMIS (réunion mensuelle d'information syndicale) aux Douanes.

Dès le début de la séance, Solidaires s'est opposé au rattachement du comité social d'administration ministériel (CSAM) du Ministère de la Transformation et de la Fonction Publique (MTFP) au CSAM de notre ministère en raison des possibles interactions politiques et d'arbitrages de ce ministère sur des questions touchant aux missions, et à la gestion des agents. La CGT a fait de même.

Toutes les fédérations ont dénoncé la réforme des instances et notamment la suppression des CHSCT avec beaucoup d'interrogations sur le devenir des missions SSCT au ministère et sur le devenir du budget SSCT (santé sécurité et conditions de travail).

Pour sa part, la délégation UNSA CGC est aussi intervenu sur l'inquiétude de voir les futurs CSA (comités sociaux d'administration) et FS (formations spécialisées) engorgés par les réunions multiples sans que le nombre de sièges des CSA ne soit relevé de façon importante.

Le Secrétariat Général a rappelé que deux sujets étaient primordiaux : la cartographie des CSA qui détermine la structure informatique des élections et la politique ministérielle SSCT qui peut être débattue plus longuement.

La grande question de cette fusion des instances (CT et CHSCT) reste la manière dont nous pourrons gérer les missions SSCT au sein des CSA avec des instances qui deviennent directionnelles alors que nous avons des CHSCT interdirectionnels et des budgets SSCT interdirectionnels.

Le SG a rappelé que le dialogue social du MTFP a toujours été rattaché, d'une manière ou d'une autre au MEFR, et que les agents du MTFP ont toujours voté à notre CTM. Cela concerne environ 150 agents pour la DGAFP, 200 agents pour le CISIRH et 200 agents pour le DITP.

Une grande question n'est pas tranchée : celle de la structuration du ou des CSA pour l'Administrations Centrale et les services centraux des directions.

Doit-on avoir un comité social d'administration centrale (CSAC) de périmètre strict Administration Centrale et des comités sociaux d'administration de service central de réseau (CSASCR) pour les directions de réseau ou tout regrouper au sein d'un seul CSAC qui regrouperait tous les agents de toutes les administrations centrales ?

Cela pose en effet un problème au SG car la diversité des CSASCR ferait que nous aurions autant de FS et que la politique SSCT à Bercy serait parcellisée avec un budget aussi parcellisé.

Ce sujet reste donc en suspens pour le prochain GTM du 15 avril.

Solidaires a expliqué avoir envoyé un courrier à Bruno Lemaire pour le maintien d'un CSA de réseau à la CCRF.

Le projet actuel ne prévoit pas actuellement de comité social d'administration de réseau (CSAR) pour cette direction. Nos fédérations UNSA-CGC ont toutefois demandé le maintien d'un CSA pour la CCRF.

Pour l'INSEE, FO a évoqué les interrogations sur le rattachement des services de METZ au CSA Grand Est.

La CFDT a demandé une FS de site sur Bercy pour le bâtiminaire.

Le SG a rappelé que la cartographie précise des CSA de proximité, pour les services déconcentrés, dépendait du dialogue directionnel.

Prochaine réunion le 15 avril.